

*Questions orales*

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, cette question n'a pas été abordée avec le FMI. Je suis allé à Washington où j'ai rencontré les responsables. On n'a pas laissé entendre que le Canada devait s'adresser au FMI. Nous disposons de beaucoup de crédit auquel nous pouvons recourir.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT****LE RETRAIT DES NAVIRES MÉTÉOROLOGIQUES EN SERVICE AU LARGE DE LA CÔTE OUEST**

**M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Environnement je poserai ma question au président du Conseil du Trésor. Elle concerne la décision de supprimer les navires météorologiques au large de la côte ouest. Je demanderai au président du Conseil du Trésor si, dans l'examen des critères qui ont fait opter pour cette décision, on a tenu compte de la sécurité de la navigation. Peut-il nous dire également quelles autres solutions ont été envisagées avant de décider de fermer les bureaux régionaux des services atmosphériques.

**L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, on a décidé de supprimer les deux navires météo parce qu'on nous a dit que des techniques de remplacement seraient mises en place et donneraient entière satisfaction. On procède actuellement à un tour d'horizon approfondi. Je puis informer le député qu'avant de prendre une décision ou une mesure définitive, nous nous assurerons que ces dispositifs de sécurité soient en place. Si ce n'est pas fait, nous réexaminerons la question.

● (1452)

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Monsieur l'Orateur, on me dit que les connaissances techniques au sujet des balises automatiques en mer ne seront pas encore au point avant trois ou quatre ans. Étant donné que les équipages de ces navires météorologiques ont déjà reçu un avis, le ministre peut-il m'assurer que cette décision a bel et bien été prise? Il semblerait qu'elle l'ait été, mais je me demande si d'autres économies possibles ont été envisagées? Certains bureaux régionaux sont inefficaces. Ce sont des bureaux d'exécution qui agissent simplement comme intermédiaires entre les agents sur place et...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**M. Andras:** Monsieur l'Orateur, je trouve la dernière remarque du député fort constructive et intéressante et j'examinerai s'il y aurait lieu d'effectuer d'autres économies. Toutefois, en ce qui concerne les navires météorologiques du Pacifique, je crois que si le député relit ce que j'ai dit dans le hansard, il se rendra compte que cette décision est examinée en raison de l'importance primordiale des mesures de sécurité fournies aux intéressés.

[M. Oberle.]

**L'AGRICULTURE****LA CESSATION DE L'APPUI FINANCIER AUX CANFARM SERVICES**

**M. John Wise (Elgin):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'agriculture et a trait à la décision du gouvernement de retirer complètement son appui financier aux Canfarm Services. Jusqu'ici, quels efforts le gouvernement a-t-il faits pour assurer aux quelque 20,000 ou 25,000 agriculteurs canadiens qui bénéficiaient de ce service une aide similaire dans le cadre d'un autre programme ou par l'intermédiaire d'une société privée?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je suis certain que le député est informé des réunions qui ont eu lieu entre les représentants des organisations agricoles du pays, ceux des banques qui utilisent le système et les experts en informatique qui louent des ordinateurs au gouvernement. J'ai très bon espoir que ce système continuera à être utilisé et qu'il le sera d'une façon beaucoup plus généralisée qu'il ne l'a été jusqu'à maintenant.

Le gouvernement a l'intention de recourir davantage à l'entreprise privée et de se retirer de ces programmes dans toute la mesure du possible. Nous ne pouvions nous permettre de trop vanter les mérites de ces programmes parce qu'à mon avis ils concurrençaient trop directement le secteur privé. Toutefois, si ce dernier continue à assurer ces services, ce que j'espère de tout cœur, il pourra l'offrir non seulement aux agriculteurs canadiens, mais aussi aux producteurs agricoles d'autres pays. Nous exporterons en effet ces indispensables services.

**M. Wise:** Monsieur l'Orateur, il est évident que le gouvernement n'est pas en très bonne position pour garantir ce service aux agriculteurs canadiens au-delà du mois de mars 1979. A cause de cela, le gouvernement pourrait-il envisager d'augmenter suffisamment la cotisation au programme Canfarm pour éliminer les frais qu'il lui occasionne, au moins jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution?

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, nous allons faire tout notre possible si ce transfert doit avoir lieu avant la fin de la présente année financière, parce que certains programmes agricoles doivent débiter le 1<sup>er</sup> janvier. Il ne s'agit pas seulement de savoir quand notre année financière prendra fin, mais nous ferons tout ce qui est humainement et financièrement possible pour assurer le maintien de ce service fort valable.

\* \* \*

**LES POSTES****LES NÉGOCIATIONS VISANT À PRÉVENIR LA GRÈVE**

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. En son absence, peut-être pourrais-je la poser au responsable, quel qu'il soit en ce moment, du chaos qui règne aux postes.

**Une voix:** Ils le sont tous.